

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT3482120

SUBMISSION TYPE:	RESUBMISSION
NATURE OF CONVEYANCE:	NUNC PRO TUNC ASSIGNMENT
EFFECTIVE DATE:	02/13/2008
RESUBMIT DOCUMENT ID:	503411848

CONVEYING PARTY DATA

Name	Execution Date
GERARD JACOB	02/13/2008

RECEIVING PARTY DATA

Name:	ALCATEL LUCENT
Street Address:	3, AVENUE OCTAVE GREARD
City:	PARIS
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	75007

PROPERTY NUMBERS Total: 1

Property Type	Number
Application Number:	13254519

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: (216)363-9001

Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.

Phone: 2163639000

Email: FS@FAYSHARPE.COM

Correspondent Name: ALAN C BRANDT, FAY SHARPE LLP

Address Line 1: 1228 EUCLID AVENUE

Address Line 2: FIFTH FLOOR

Address Line 4: CLEVELAND, OHIO 44115

ATTORNEY DOCKET NUMBER:	LUTZ 201321US01
NAME OF SUBMITTER:	ALAN C. BRANDT
SIGNATURE:	/ALAN C. BRANDT/
DATE SIGNED:	08/13/2015

Total Attachments: 13

source=1321_non#page1.tif

source=1321_non#page2.tif

source=1321_non#page3.tif

source=1321_non#page4.tif
source=1321_non#page5.tif
source=1321_non#page6.tif
source=1321_non#page7.tif
source=1321_non#page8.tif
source=1321_non#page9.tif
source=1321_non#page10.tif
source=1321_non#page11.tif
source=1321_non#page12.tif
source=1321_non#page13.tif



LUTZ 201321 US01

JDD / ACB

UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE

UNDER SECRETARY OF COMMERCE FOR INTELLECTUAL PROPERTY AND
DIRECTOR OF THE UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE

August 06, 2015

PTAS

ALAN C BRANDT, FAY SHARPE LLP
1228 EUCLID AVENUE
FIFTH FLOOR
CLEVELAND, OH 44115



503411848

United States Patent and Trademark Office
Notice of Non-Recordation of an Assignment Document

The enclosed document has been examined and found non-recordable by the Assignment Recordation Branch of the U.S. Patent and Trademark Office. The reason(s) for non-recordation are stated below:

1. The English document need signatures/dated. refile online

Documents being resubmitted for recordation must reflect the corrected information to be recorded, the Document ID number referenced above and all pages from this submitted document. The original date of filing of this assignment document will be maintained if resubmitted with the appropriate correction(s) by **Tuesday, October 6, 2015**, as outlined under 37 CFR 3.51. The resubmitted document must include a stamp with the official date of receipt under 37 CFR 3. Applicants may use the certified procedures under 37 CFR 1.8 or 1.10 for resubmission of the returned papers if they desire to have the benefit of the date of deposit in the United States Postal Service.

To file the resubmission electronically, navigate to the EPAS website at <http://epas.uspto.gov>, click the Start Resubmission button and enter the following information:

Document ID: 503411848

Access Code: 8HSJ4QDF63LLHIH

To file the resubmission in paper, send documents to: U.S. Patent and Trademark Office, Mail Stop: Assignment Recordation Branch, P.O. BOX 1450, Alexandria, VA 22313. If you have any questions regarding this notice, you may contact the Assignment Recordation Branch at 571-272-3350.

MARY BENTON
ASSIGNMENT RECORDATION BRANCH
PUBLIC RECORDS DIVISION

Docketed
w/ file

DECLARATION D'INVENTEUR

A retourner avant le 13/03/2008 à :

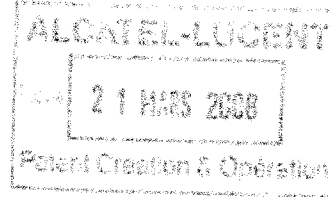
COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL-LUCENT
IP&S
54, rue La Boétie
75411 PARIS Cedex 08

503411848
Received by USPTO
07/28/2015

A COMPLETER & SIGNER PAR L'INVENTEUR

Folio : 803024

Titre de l'invention : An antenna assembling integrated device



RENSEIGNEMENTS SUR L'INVENTEUR

Prénom Nom : Gérard JACOB

L'inventeur connaît-il l'anglais ? [X] OUI [] NON

Adresse personnelle complète :
3 rue du Menhir
22300 LANNION
FRANCE

Nouvelle adresse (le cas échéant)

Employeur (entité juridique) :

- [] Alcatel-Lucent France
[] Alcatel-Lucent Entreprise
[] Compagnie Financière Alcatel-Lucent
[] Alcatel-Lucent Submarine Networks
[] Alcatel Vacuum Technology France
[X] Autres : I&S France

Fonction chez l'employeur : Responsable BE

Date d'entrée dans l'entreprise : 23/03/2000

Je soussigné, déclare que l'invention présumée référencée ci-dessus a été faite par moi dans une des situations qui figurent au paragraphe 1 de l'article L. 611-7 de la Loi du 1er juillet 1992, dont j'ai pris connaissance (art. L. 611-7 joint à la présente).

Je m'engage par la présente à donner les signatures et à accomplir les démarches nécessaires à l'exécution des formalités de brevets français et étrangers.

MENTION DU NOM

- [X] Je ne m'oppose pas,
[] Je m'oppose,

à la mention de mon nom dans la demande de brevet et les fascicules du brevet

A Lannion

LE 18/02/2008 SIGNATURE DE L'INVENTEUR

NOM ET SIGNATURE D'UN REPRESENTANT DE L'EMPLOYEUR

France ALLES Michèle
22300 LANNION
FRANCE ALLES Michèle
22300 LANNION
FRANCE ALLES Michèle

[Handwritten signature]

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT3458482

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	NUNC PRO TUNC ASSIGNMENT
EFFECTIVE DATE:	02/13/2008
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
GERARD JACOB	02/13/2008
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	ALCATEL LUCENT
Street Address:	3, AVENUE OCTAVE GREARD
City:	PARIS
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	75007
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	13254519
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(216)363-9001
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	2163639000
Email:	FS@FAYSHARPE.COM
Correspondent Name:	ALAN C BRANDT, FAY SHARPE LLP
Address Line 1:	1228 EUCLID AVENUE
Address Line 2:	FIFTH FLOOR
Address Line 4:	CLEVELAND, OHIO 44115
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	LUTZ 201321US01
NAME OF SUBMITTER:	ALAN C. BRANDT
SIGNATURE:	/ALAN C. BRANDT/
DATE SIGNED:	07/28/2015
Total Attachments: 4	
source=1321_Jacob#page1.tif	
source=1321_Jacob#page2.tif	
source=1321_Jacob#page3.tif	
source=1321_Jacob#page4.tif	

ARTICLE L. 611-7

Si l'inventeur est un salarié, le droit au titre de propriété industrielle, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après :

503411848

Received by USPTO

07/28/2015

1. Les inventions faites par le salarié dans l'exécution soit d'un contrat de travail comportant correspond à ses fonctions effectives, soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement à l'employeur. Les conditions dans lesquelles le salarié, auteur d'une telle invention, bénéficie d'une rémunération supplémentaire sont déterminées par les conventions collectives, les accords d'entreprise et les contrats individuels de travail.

Si l'employeur n'est pas soumis à une convention collective de branche, tout litige relatif à la rémunération supplémentaire est soumis à la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou au tribunal de grande instance.

2. Toutes les autres inventions appartiennent au salarié. Toutefois, lorsqu'une invention est faite par un salarié (Loi n° 94-102 du 5 février 1994, art. 22) "soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions", soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation des techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise, ou de données procurées par elle, l'employeur a le droit, dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'Etat, de se faire attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention de son salarié.

Le salarié doit en obtenir un juste prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou par le tribunal de grande instance : ceux-ci prendront en considération tous éléments qui pourront leur être fournis notamment par l'employeur et par le salarié, pour calculer le juste prix tant en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

3. Le salarié auteur d'une invention en informe son employeur qui en accuse réception selon des modalités et des délais fixés par voie réglementaire.

Le salarié et l'employeur doivent se communiquer tous renseignements utiles sur l'invention en cause. Ils doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par le présent livre.

Tout accord entre le salarié et son employeur ayant pour objet une invention de salarié doit, à peine de nullité, être constaté par écrit.

4. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

5. Les dispositions du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et de toutes autres personnes morales de droit public, selon des modalités qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE L. 615-21

Si l'une des parties le demande, toute contestation portant sur l'application de l'article L. 611-7 sera soumise à une commission paritaire de conciliation (employeurs, salariés), présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire dont la voix est prépondérante en cas de partage.

Dans les six mois de sa saisine, cette commission, créée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, formule une proposition de conciliation ; celle-ci vaut accord entre les parties, si, dans le mois de sa notification, l'une d'elles n'a pas saisi le tribunal de grande instance compétent statuant en chambre du conseil. Cet accord peut être rendu exécutoire par ordonnance du président du tribunal de grande instance saisi sur simple requête par la partie la plus diligente.

Les parties pourront se présenter elles-mêmes devant la commission et se faire assister ou représenter par une personne de leur choix.

La commission pourra se faire assister d'experts qu'elle désignera pour chaque affaire.

Les modalités d'application du présent article, qui comportent des dispositions particulières pour les agents visés au dernier alinéa de dispositions particulières pour les agents visés au dernier alinéa de l'article L. 611-7, sont fixées par décret en Conseil d'Etat après consultation des organisations professionnelles et syndicales intéressées.

PATENT

REEL: 036324 FRAME: 0617

ARTICLE L. 611-7

If the inventor is an employee, then the right to the industrial property title, unless there is a contractual term more favorable to the employee, is defined in accordance with the provisions below:

1. Inventions made by the employee, in the performance of an employment contract or in the course of an inventive mission which corresponds to his or her actual duties, or in the course of which are explicitly assigned to him or her, belong to the employer. The compensation of the employee, the author of such an invention, benefits from additional compensation determined by collective agreements, company-wide agreements, and individual employment contracts.

503411848
Received by USPTO
07/28/2015

If the employer is not subject to a collective branch agreement, any dispute relating to the additional compensation is referred to the settlement commission instituted by Article L. 615-21 or to the Tribunal de Grande Instance (High Court).

2. All other inventions belong to the employee. However, whenever an invention is made by an employee (Law no. 94-102 of February 5, 1994, art. 22), "either in the course of the performance of his or her duties," or in the field of the company's activities, or by the knowledge or use of techniques or means specific to the company, or data procured by it, the employer has the right, under the conditions and time frames set by decree of the Conseil d'Etat (supreme administrative court), to be assigned the ownership or enjoyment of all or some of the rights assigned to the patent protecting its employee's invention.

The employee must obtain a fair price for it, which, if no agreement is reached between the parties, is set by the settlement commission instituted by Article L. 615-21 or by the Tribunal de Grande Instance: these bodies will take into consideration all evidence that may be provided to them, particularly by the employer and employee, in order to calculate the fair price based both on the parties' initial contributions and on the industrial and commercial utility of the invention.

3. Employees who have created an invention shall inform their employer, and the latter acknowledges receipt in accordance with the terms and time frames set by regulation.

The employee and employer must communicate all useful information on the invention at issue to one another. They must refrain from any disclosure that would, in whole or in part, compromise the exercise of the rights granted by the present code.

Any agreement between the employee and his or her employer regarding an invention by the employee must be made in writing, or else is null and void.

4. The terms of applying the present article are set by decree of the Conseil d'Etat.
5. The provisions of the present article also apply to agents of the State, local government authorities, and any other public entities, in accordance with the terms which are set by decree of the Conseil d'Etat.

ARTICLE L. 615-21

If one of the parties requests it, any challenge relating to the application of Article L. 611-7 shall be submitted to a joint settlement commission (between employers and employees), chaired by a magistrate from the judiciary whose vote is decisive in the event of a tie.

Within six months of the referral, this commission, created in consultation with the National Industrial Property Institute (INPI) formulates a proposed settlement; this proposal shall be considered to be a binding agreement between the parties if, within a month after it is issued, neither of them has petitioned the competent Tribunal de Grande Instance making a decision in chambers. This agreement may be enforced by order of the presiding officer of the Tribunal de Grande Instance, who is petitioned through an ordinary request by the party taking the initiative to do so.

The parties may appear themselves before the commission and be assisted or represented by a person of their choice.

The commission may be assisted by experts whom it shall designate for each case.

The terms of applying the present article, which include special provisions for the agents mentioned in the last section of L. 611-7, are set by decree of the Conseil d'Etat, after consultation with the professional and union organizations concerned.

"Mission Invention"

INVENTOR DECLARATION

To be returned before 13/03/2008 to:
COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL-LUCENT
IP&s
54, rue La Boétie
75411 PARIS Cedex 08

503411848
Received by USPTO
07/28/2015

TO BE COMPLETED AND SIGNED BY THE INVENTOR

File: 803024

ALCATEL-LUCENT
received March 21, 2008
Patent Creation & Operation

Title of the invention: An antenna assembling integrated device

INFORMATION ON THE INVENTOR

First name Last name: Gérard JACOB

Does the inventor speak English? Yes NO

New address in case of change:

Complete personal address:
3 rue du Menhir
22300 LANNION
FRANCE

Employer:

- Alcatel-Lucent France
- Alcatel-Lucent Enterprise
- Compagnie Financière Alcatel-Lucent
- Alcatel-Lucent Submarine Networks
- Alcatel Vaccum Technology France
- Other: RFS France

Position at the employer: Manager BE

Date of joining the company: 23/08/2000

I, the undersigned, declare that the presumed invention referenced above was made by myself under one of the circumstances listed in paragraph 1 of Article L. 611-7 of the French Law of July 1, 1992, which I have reviewed (Art. L. 611-7 attached hereto).

I hereby agree to provide the signatures and carry out the steps needed to execute the formalities of French and foreign patents.

MENTION OF NAME

- I do not object
- I object

to my name being mentioned in the patent application and the copies of the patent

AT LANNION

ON February 13, 2008

SIGNATURE OF INVENTOR

NAME AND SIGNATURE OF EMPLOYER REPRESENTATIVE ALLES Michelle

PATENT
REEL: 036324 FRAME: 0619

DECLARATION D'INVENTEUR

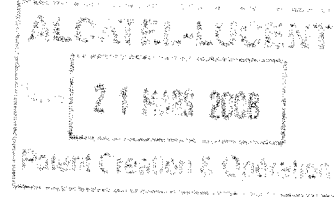
A retourner avant le 13/03/2008 à :

COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL-LUCENT
IP&S
54, rue La Boétie
75411 PARIS Cedex 08

A COMPLETER & SIGNER PAR L'INVENTEUR

Folio : 803024

Titre de l'invention : An antenna assembling integrated device



RENSEIGNEMENTS SUR L'INVENTEUR

Prénom Nom : Gérard JACOB

L'inventeur connaît-il l'anglais ? OUI NON

Adresse personnelle complète :
3 rue du Menhir
22300 LANNION
FRANCE

Nouvelle adresse (le cas échéant)

Employeur (entité juridique) :

- Alcatel-Lucent France
- Alcatel-Lucent Enterprise
- Compagnie Financière Alcatel-Lucent
- Alcatel-Lucent Submarine Networks
- Alcatel Vacuum Technology France
- Autres : IP&S FRANCE

Fonction chez l'employeur : Responsable BE

Date d'entrée dans l'entreprise : 23/08/2000

Je soussigné, déclare que l'invention présumée référencée ci-dessus a été faite par moi dans une des situations qui figurent au paragraphe 1 de l'article L. 611-7 de la Loi du 1er juillet 1992, dont j'ai pris connaissance (art. L. 611-7 joint à la présente).

Je m'engage par la présente à donner les signatures et à accomplir les démarches nécessaires à l'exécution des formalités de brevets français et étrangers.

MENTION DU NOM

- Je ne m'oppose pas,
- Je m'oppose,

à la mention de mon nom dans la demande de brevet et les fascicules du brevet

A Lannion

LE 18/02/2008 SIGNATURE DE L'INVENTEUR

NOM ET SIGNATURE D'UN REPRESENTANT DE L'EMPLOYEUR

Michelle Allès
ALLES Michèle
210, rue de la République
92000 NANTERRE
TÉL. 01 1 47 52 96 48 35 30
RÉP. NANTERRE 9 552 604 797

Inventor Declaration
(in French)
Pg. 1 of 2

ARTICLE L. 611-7

Si l'inventeur est un salarié, le droit au titre de propriété industrielle, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après :

1. Les inventions faites par le salarié dans l'exécution soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement confiées, appartiennent à l'employeur. Les conditions dans lesquelles le salarié, auteur d'une telle invention, bénéficie d'une rémunération supplémentaire sont déterminées par les conventions collectives, les accords d'entreprise et les contrats individuels de travail.

Si l'employeur n'est pas soumis à une convention collective de branche, tout litige relatif à la rémunération supplémentaire est soumis à la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou au tribunal de grande instance.

2. Toutes les autres inventions appartiennent au salarié. Toutefois, lorsqu'une invention est faite par un salarié (Loi n° 94-102 du 5 février 1994, art. 22) "soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions", soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation des techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise, ou de données procurées par elle, l'employeur a le droit, dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'Etat, de se faire attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention de son salarié.

Le salarié doit en obtenir un juste prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou par le tribunal de grande instance : ceux-ci prendront en considération tous éléments qui pourront leur être fournis notamment par l'employeur et par le salarié, pour calculer le juste prix tant en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

3. Le salarié auteur d'une invention en informe son employeur qui en accuse réception selon des modalités et des délais fixés par voie réglementaire.

Le salarié et l'employeur doivent se communiquer tous renseignements utiles sur l'invention en cause. Ils doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par le présent livre.

Tout accord entre le salarié et son employeur ayant pour objet une invention de salarié doit, à peine de nullité, être constaté par écrit.

4. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

5. Les dispositions du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et de toutes autres personnes morales de droit public, selon des modalités qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE L. 615-21

Si l'une des parties le demande, toute contestation portant sur l'application de l'article L. 611-7 sera soumise à une commission paritaire de conciliation (employeurs, salariés), présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire dont la voix est prépondérante en cas de partage.

Dans les six mois de sa saisine, cette commission, créée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, formule une proposition de conciliation ; celle-ci vaut accord entre les parties, si, dans le mois de sa notification, l'une d'elles n'a pas saisi le tribunal de grande instance compétent statuant en chambre du conseil. Cet accord peut être rendu exécutoire par ordonnance du président du tribunal de grande instance saisi sur simple requête par la partie la plus diligente.

Les parties pourront se présenter elles-mêmes devant la commission et se faire assister ou représenter par une personne de leur choix.

La commission pourra se faire assister d'experts qu'elle désignera pour chaque affaire.

Les modalités d'application du présent article, qui comportent des dispositions particulières pour les agents visés au dernier alinéa de dispositions particulières pour les agents visés au dernier alinéa de l'article L. 611-7, sont fixées par décret en Conseil d'Etat après consultation des organisations professionnelles et syndicales intéressées.

Inventor Declaration
(in French)
Pg. 2 of 2

"Mission Invention"

INVENTOR DECLARATION

To be returned before 13/03/2008 to:

COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL-LUCENT
IP&s
54, rue La Boétie
75411 PARIS Cedex 08

ALCATEL-LUCENT

received March 21, 2008

Patent Creation & Operation

TO BE COMPLETED AND SIGNED BY THE INVENTOR

File: 803024

Title of the invention: An antenna assembling integrated device

INFORMATION ON THE INVENTOR

First name Last name: Gérard JACOB

Does the inventor speak English? Yes NO

New address in case of change:

Complete personal address:

3 rue du Menhir
22300 LANNION
FRANCE

Employer:

- Alcatel-Lucent France
- Alcatel-Lucent Enterprise
- Compagnie Financière Alcatel-Lucent
- Alcatel-Lucent Submarine Networks
- Alcatel Vaccum Technology France
- Other: RFS France

Position at the employer: Manager BE

Date of joining the company: 23/08/2000

I, the undersigned, declare that the presumed invention referenced above was made by myself under one of the circumstances listed in paragraph 1 of Article L. 611-7 of the French Law of July 1, 1992, which I have reviewed (Art. L. 611-7 attached hereto).

I hereby agree to provide the signatures and carry out the steps needed to execute the formalities of French and foreign patents.

MENTION OF NAME

- I do not object
- I object

to my name being mentioned in the patent application and the copies of the patent

Inventor Declaration
(English translation)
Pg. 1 of 2

AT LANNION

ON February 13, 2008

SIGNATURE OF INVENTOR

NAME AND SIGNATURE OF EMPLOYER REPRESENTATIVE ALLES Michelle

See Inventor Declaration
(in French),
Pg. 1 of 2, for
INVENTOR'S Signature

REEL: 036324 FRAME: 0622

ARTICLE L. 611-7

If the inventor is an employee, then the right to the industrial property title, unless there is a contractual term more favorable to the employee, is defined in accordance with the provisions below:

1. Inventions made by the employee, in the performance of an employment contract that contains an inventive mission which corresponds to his or her actual duties, or in the course of research and studies which are explicitly assigned to him or her, belong to the employer. The conditions whereby the employee, the author of such an invention, benefits from additional compensation are determined by collective agreements, company-wide agreements, and individual employment contracts.

If the employer is not subject to a collective branch agreement, any dispute relating to the additional compensation is referred to the settlement commission instituted by Article L. 615-21 or to the Tribunal de Grande Instance (High Court).

2. All other inventions belong to the employee. However, whenever an invention is made by an employee (Law no. 94-102 of February 5, 1994, art. 22), "either in the course of the performance of his or her duties," or in the field of the company's activities, or by the knowledge or use of techniques or means specific to the company, or data procured by it, the employer has the right, under the conditions and time frames set by decree of the Conseil d'Etat (supreme administrative court), to be assigned the ownership or enjoyment of all or some of the rights assigned to the patent protecting its employee's invention.

The employee must obtain a fair price for it, which, if no agreement is reached between the parties, is set by the settlement commission instituted by Article L. 615-21 or by the Tribunal de Grande Instance: these bodies will take into consideration all evidence that may be provided to them, particularly by the employer and employee, in order to calculate the fair price based both on the parties' initial contributions and on the industrial and commercial utility of the invention.

3. Employees who have created an invention shall inform their employer, and the latter acknowledges receipt in accordance with the terms and time frames set by regulation.

The employee and employer must communicate all useful information on the invention at issue to one another. They must refrain from any disclosure that would, in whole or in part, compromise the exercise of the rights granted by the present code.

Any agreement between the employee and his or her employer regarding an invention by the employee must be made in writing, or else is null and void.

4. The terms of applying the present article are set by decree of the Conseil d'Etat.
5. The provisions of the present article also apply to agents of the State, local government authorities, and any other public entities, in accordance with the terms which are set by decree of the Conseil d'Etat.

ARTICLE L. 615-21

If one of the parties requests it, any challenge relating to the application of Article L. 611-7 shall be submitted to a joint settlement commission (between employers and employees), chaired by a magistrate from the judiciary whose vote is decisive in the event of a tie.

Within six months of the referral, this commission, created in consultation with the National Industrial Property Institute (INPI) formulates a proposed settlement; this proposal shall be considered to be a binding agreement between the parties if, within a month after it is issued, neither of them has petitioned the competent Tribunal de Grande Instance making a decision in chambers. This agreement may be enforced by order of the presiding officer of the Tribunal de Grande Instance, who is petitioned through an ordinary request by the party taking the initiative to do so.

The parties may appear themselves before the commission and be assisted or represented by a person of their choice.

The commission may be assisted by experts whom it shall designate for each case.

The terms of applying the present article, which include special provisions for the agents mentioned in the last section of L. 611-7, are set by decree of the Conseil d'Etat, after consultation with the professional and union organizations concerned.

Inventor Declaration (English translation)

Pg. 2 of 2
PATENT